



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80040 Amiens Cedex1

Amiens, le 25/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS FE SAINT CLEMENT

Parc de la Haute Borne - 5 rue Horus
59650 Villeneuve-D'ascq

Références : 2025-E20179
Code AIOT : 0005107515

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/07/2025 dans l'établissement SAS FE SAINT CLEMENT implanté FE Saint Clément ZDE du Sud Ouest Amiénois 80640 Thieulloy-l'Abbaye. L'inspection a été annoncée le 09/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS FE SAINT CLEMENT
- FE Saint Clément ZDE du Sud Ouest Amiénois 80640 Thieulloy-l'Abbaye
- Code AIOT : 0005107515
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FERME ÉOLIENNE SAINT CLÉMENT exploite un parc composé de quatre aérogénérateurs

(E1, E2, T8 et T9) d'une puissance unitaire maximale de 3,2 MW soit 12,8 MW sur la commune de Thieulloy-l'Abbaye et Eplæssier, autorisé par le certificat d'antériorité du 28 septembre 2012 et modifié par le donner acte de modification des conditions d'exploitation, de changement d'exploitant et soumis aux dispositions de l'article 15 de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter	Autre du 12/10/2018	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités majeures ont été relevées pour les points de contrôle n° 4, 5 et 6. Compte tenu des enjeux et impacts potentiels, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Somme de mettre en demeure l'exploitant de respecter les points de contrôle n° 4, 5 et 6. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est joint au présent rapport de visite d'inspection.

Des non-conformités à enjeu modéré ont été relevées pour les points de contrôle n° 1 et 7. L'exploitant transmettra les justificatifs et les actions correctives dans les délais mentionnés. Le cas échéant, si l'exploitant ne transmet pas les éléments, l'inspection des installations classées proposera un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure pour ces points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter

Référence réglementaire : Autre du 12/10/2018
Thème(s) : Situation administrative, Extrait Kbis
Prescription contrôlée : Le préfet de la Somme donne acte à la société « Innovent », dont le siège social est situé Parc de la Haute Borne - 14 rue Hergé à Villeneuve-d'Ascq(59 560), de sa déclaration déposée par courriel du 19 octobre 2015 et complétée le 6 novembre 2017, de modification des conditions d'exploitation par les trois sociétés « SAS FE Saint-Clément, SAS FE Saint-Charles et SASFE Thieulloy-Eplessier », d'un parc éolien comprenant onze éoliennes, situé sur le territoire des communes d'Eplessier et Thieulloy-l'Abbaye ..., et soumis aux dispositions de l'article 145 de l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale. La modification concerne le type des éoliennes (modèle passant d'EnerconE-101 à Siemens SWT1, avec une augmentation de la hauteur totale de 149,44 m à 156 m et de la puissance unitaire de 3 MW à 3,2 MW), ainsi que le déplacement de neuf éoliennes, variant entre 5,65 m et 16,35 m. Cette modification n'est pas considérée comme substantielle au titre des articles L.181-14 et R.181-46 du Code de l'environnement. [...]
Constats : L'exploitant n'a pas justifié qu'il dispose d'un Kbis de moins de trois mois mentionnant que l'exploitant est la société SAS FERME ÉOLIENNE SAINT CLÉMENT.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra un Kbis de moins de trois mois justifiant que la société SAS FERME ÉOLIENNE SAINT CLÉMENT exploite la ferme éolienne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
Thème(s) : Situation administrative, Eoliennes
Prescription contrôlée : Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis en amont de la visite d'inspection un acte de cautionnement d'un montant de 377 945,43 euros sur la période du 31 août 2023 au 31 août 2026 à 18h. L'exploitant n'a été en capacité de transmettre le détail des calculs des garanties financières.

<p><u>Observation</u> : Le montant de l'acte de cautionnement est supérieur au montant attendu pour des garanties financières pour 4 aérogénérateurs dont la puissance unitaire installée est supérieure à 2 MW conformément aux annexes I et II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. <u>L'exploitant transmet le détail des calcul des garanties financières.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni un suivi environnemental en date de décembre 2023 réalisé par la société ENVOL ENVIRONNEMENT. Le suivi prend en compte le protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Le suivi environnemental préconise de mettre en place un plan de bridage pour l'aérogénérateur E1 selon les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du 15 août et 31 octobre, • pour des vitesses de vent inférieures à 5 m/s, • des températures supérieures à 15°C, • pendant les 7 premières heures de la nuit, • en l'absence de pluie.

<p>L'exploitant n'a pas transmis les justificatifs de transmissions des données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" (DEPOBIO).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra les justificatifs que les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" (DEPOBIO).</p> <p>L'exploitant transmettra un porter-à-connaissance relatif à la mise en place du plan de bridage de l'aérogénérateur E1.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Dispositions constructives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Balisage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que l'aérogénérateur E1 dispose d'un balisage diurne.</p> <p>Il a été constaté que les aérogénérateurs E2, T8 et T9 ne disposent pas d'un balisage diurne.</p> <p>L'exploitant précise que l'aérogénérateur E2 dispose de balisage et que les aérogénérateurs T8 et T9 ne sont pas équipés de balisage.</p> <p>L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription pour les aérogénérateurs E2, T8 et T9.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Arrêts</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité.

- un arrêt ;
- un arrêt d'urgence ;
- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.

Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

[...]

Constats :

Dans un document en version anglaise, il a été constaté que l'exploitant respecte la périodicité maximale d'un an pour réaliser un arrêt d'urgence (11/10/2024) pour les aérogénérateurs E1, E2, T8 et T9.

Il n'a pas été possible de constater compte tenu de document en version anglaise et d'acronymes présents que l'exploitant respecte la périodicité maximale d'un an pour réaliser un arrêt et un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime pour les aérogénérateurs E1, E2, T8 et T9.

L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription pour la périodicité maximale d'un an pour réaliser un arrêt et un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

[..]

Les installations électriques intérieures [...] sont maintenues en bon état et sont contrôlées par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.[...]

Constats :

L'exploitant a fourni des rapports de vérification des installations électriques intérieures des aérogénérateurs E1, E2, T8 et T9 réalisées par la société SIEMENS en charge de la maintenance. L'exploitant ne respecte pas la prescription car les installations électriques intérieures des

aérogénérateurs E1, E2, T8 et T9 ne sont pas contrôlées par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3
Thème(s) : Autre, Version française des rapports, registres et justificatifs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- I. - L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée.</p> <p>Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel.</p> <p>Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française.</p> <p>Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni des rapports en date de 2024 de maintenance et de suivi d'exploitation en version anglaise.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas la prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra les rapports de 2024 et 2025 de maintenance et de suivi d'exploitation en version française.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois